

Parlement du 23 novembre 2022

Interpellation 1000

Quels moyens pour soutenir le pouvoir d'achat en 2023 ?

Développement

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Ministres, chers collègues,

La conjonction des crises sanitaire, énergétique et climatique déstabilise les Etats et les contraint, sinon à l'austérité, au moins à des mesures d'économie qui exposent les populations à des difficultés qui ont pour nom « perte de pouvoir d'achat », « fins de mois problématiques », « détresse sociale ». Les plus faibles sont bien entendu les premiers touchés, et la solidarité de la société n'est pas toujours acquise, alors que celle de l'Etat s'essouffle sous les coups du frein à l'endettement et des coupes budgétaires qui en découlent.

Aujourd'hui, dans le contexte d'une inflation liée au renchérissement de l'énergie (gaz, mazout, électricité, essence), des denrées alimentaires de premières nécessités et des augmentations régulières et injustifiées des primes de caisses maladie, les ménages ont de plus en plus de peine à boucler leurs fins de mois, c'est la triste réalité. La classe moyenne est elle-même touchée, alors que les salaires stagneront l'année prochaine selon les prévisions des instituts financiers. Et s'ils devaient malgré tout augmenter, on sait que ce sera une hausse moindre, qui ne compensera pas les pertes liées à l'inflation.

L'office fédérale de la statistique nous indique que l'indice des prix à la consommation d'octobre 2022 est de 104,6 points. Par rapport au mois correspondant de l'année précédente, le renchérissement s'est chiffré à +3,3%. Ajoutons que les primes des caisses maladie ne sont même pas prises en compte dans le calcul de cet indice et c'est une erreur. Plusieurs sources spécialisées annoncent des augmentations moyennes de 20,9 % pour l'énergie et 4,2 % pour l'alimentation. Ces chiffres sont parlant et impressionnants, ils touchent tout le monde, plus ou moins durement en fonction du revenu. Ils doivent interpeller et susciter des réactions.

Face à une telle situation, l'Etat ne peut rester insensible et doit prendre des mesures aptes à soulager les ménages de difficultés toujours plus lourdes, dues à la baisse de leur pouvoir d'achat dans un contexte de stagnation du revenu de leur travail. Il y va de la cohésion sociale et de la santé de notre économie, deux facteurs de stabilité en dehors desquels notre canton ne peut envisager de passer sereinement la période actuelle de crises à répétition.

Dans cette perspective, et pour en venir au plan d'économie que propose le Gouvernement, on devrait éviter l'introduction de la semaine de congé non-payée qui induit une baisse de 1,923 % du salaire pour les employés de la fonction publique et des institutions paraétatiques et accorder un renchérissement plus élevé que les 2,08% prévus. Ou encore, et sans être exhaustif, ne pas diminuer le cercle des bénéficiaires des subsides de primes maladie en abaissant le seuil d'obtention desdits subsides alors que les primes viennent d'augmenter jusqu'à près de 18% dans certains cas et renoncer au doublement de la quote-part des patients qui recourent aux soins à domicile, du moins sans que ce doublement ne soit soumis à des conditions de revenu, cela pour éviter d'aggraver les difficultés des retraités avec de petites rentes notamment, inéligibles aux prestations complémentaires.

Ces exemples de pistes proposées vont à l'encontre d'une amélioration des conditions financières de nos concitoyens car elles vont encore diminuer leur pouvoir d'achat. Avouez qu'en terme de cohérence liée à la temporalité de la période d'inflation que nous traversons, c'est vraiment très questionnant, et je suis modéré. Certes, la situation financière de notre canton n'est pas au beau fixe mais est-elle meilleure pour une grande partie des jurassiennes et des jurassiens ? Et bien non, la population souffre, et encore davantage depuis plusieurs mois avec l'augmentation du coût de la vie. Cette période difficile qui touche bon nombre de personnes dans le Jura va certainement et malheureusement encore perdurer.

Le rapport social que nous avons traité ici même il y a un mois l'atteste, 15% de la population jurassienne, soit 11'000 personnes se trouvent en situation de risque de pauvreté. Parmi celles-ci, 7000 personnes sont en réelle situation de pauvreté. La situation inflationniste que nous vivons risque de faire basculer dans la précarité des personnes qui sont à son seuil et d'enfoncer encore davantage celles et ceux qui s'y trouvent déjà.

Nous demandons donc au Gouvernement s'il compte agir dans l'immédiat pour relever puis soutenir le pouvoir d'achat en 2023 ? Envisage-t-il de mettre sur pied un plan d'actions, le cas échéant en étroite collaboration avec le Parlement et les communes, pour éviter un effondrement de la confiance de la population en un avenir fait de déboires économiques, de débâcles financières et de désastres sociaux ?

Il est grand temps que le Gouvernement prenne pleinement conscience des grandes difficultés financières qui touchent une partie grandissante de la population en réagissant avec des mesures concrètes qui amélioreront la situation financière des jurassiennes et des jurassiens, et non avec des mesures qui vont la péjorer.

Je vous remercie pour votre attention et je remercie par avance le Gouvernement pour ses réponses aux questions de mon interpellation.

Fabrice Macquat

Groupe parlementaire socialiste